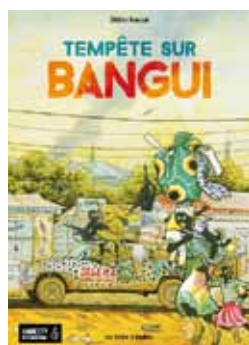


Tempête sur Bangui, album-témoignage



Un talentueux dessinateur centrafricain, Didier Kassaï, nous livre, avec le soutien d'Amnesty International, un témoignage original et passionnant sur la crise que traverse son pays. A l'occasion d'un séjour en France, nous l'avons rencontré.

Gérard ASCHIERI,
rédacteur
en chef d'H&L

Didier Kassaï a 41 ans et habite Bangui. Il a commencé à dessiner dès l'enfance, malgré le refus de son père de le voir devenir dessinateur. Ce n'est que plus tard qu'il a suivi des stages de perfectionnement... Son album *Tempête sur Bangui* constitue un témoignage saisissant sur ce qui s'y est passé, dans la période qui va de la fin 2012, où la coalition seleka, opposée au président François Bozizé – lui-même porté au pouvoir par un putsch dix ans plus tôt –, commence à marcher sur la capitale, la prend et la pille, jusqu'à la fin de l'année 2013, qui voit le reflux des forces séleka et la montée en puissance des « antibalaka ». Un autre album en préparation devrait porter sur la période suivante, celle où c'est au tour de ces antibalaka de commettre leur lot d'exactions. Il faut en premier lieu souligner la qualité du graphisme, le travail sur la couleur et la maîtrise de la mise en page de ce dessinateur presque autodidacte. Mais son intérêt ne s'y réduit pas. D'une voix douce, Didier Kassaï raconte la genèse de son ouvrage : « Chaque jour, lors des événements à Bangui, je faisais des dessins ou de petits textes que je publiais sur Facebook, et puis j'ai décidé d'en faire un album. L'équipe d'Amnesty International, qui collabore régulièrement avec mon éditeur, la Boîte à bulles, est venue ensuite : après avoir vérifié ce que je disais, elle a accepté de soutenir le livre. J'ai voulu raconter ce que j'ai vécu, et, à travers mon histoire, raconter toute la misère des Banguissois. Chaque jour j'étais dans

la rue, malgré les menaces et les risques. Ainsi, j'ai eu pas mal d'informations qui échappaient aux médias internationaux, lesquels étaient rarement présents en Centrafrique, ne fréquentaient que certains quartiers ou se contentaient de ce que disaient les cercles proches du pouvoir. J'ai voulu m'adresser à ceux qui sont dans un coin et ne s'intéressent pas à ce qui se passe ailleurs ou à ceux qui sont à l'étranger et ignorent la réalité que vit le peuple. Quelque part, je peux dire que c'est du journalisme social. »

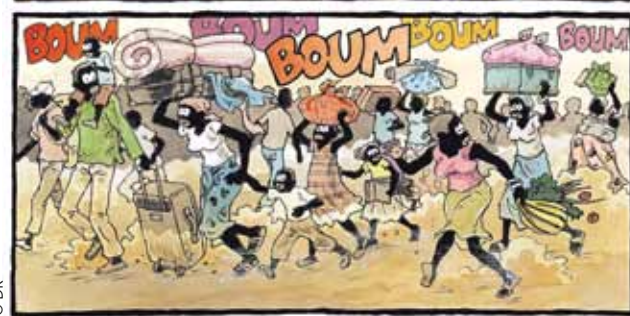
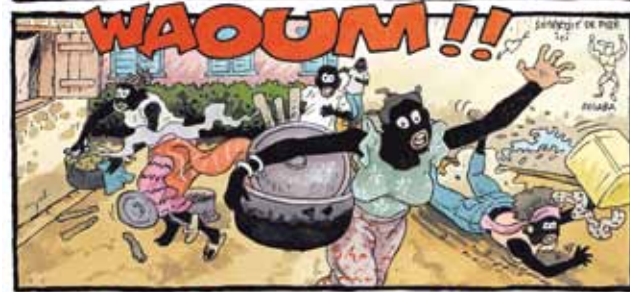
Montrer comment l'histoire se répète

Cela se traduit par un parti pris de narration : l'auteur se met en scène lui-même comme narrateur et personnage de son récit. C'est à partir de son point de vue que ce récit est construit, et que la situation est décrite : ainsi on reste au plus près de la réalité, rendue avec minutie par un dessin qui n'omet aucun détail, mais aussi au plus près du peuple, qui souffre et subit.

Cette réalité est épouvantable, faite de peur, de faim, d'humiliations, de fusillades gratuites, de viols, de meurtres et de pillages. L'album est traversé de pickups conduits par des hommes en armes et chargés de matelas, d'appareils électroménagers et de meubles. Au cours de l'entretien, Didier Kassaï raconte comment des maisons ont été dépouillées de tout : y compris portes, fenêtres, parpaings des murs... Mais l'album décrit cette réalité sans grandiloquence, sans effet dramatique, avec souvent une

forme d'ironie, d'humour, voire de cocasse : « C'est un choix, dit l'auteur, je ne voulais pas montrer que les drames, ni faire un album qui incite à la haine ; je voulais juste raconter ce qui se passait. A côté des drames, il y a beaucoup de choses normales de la vie quotidienne. Je voulais épargner un peu le lecteur. Il y a eu des albums qui racontent le même type d'histoires, comme Rwanda 94 (Groupe), et qui montrent pas mal de cadavres. Je ne voulais pas montrer cette image-là. »

Il n'y a pas de parti pris partisan : les exactions des milices seleka et l'hypocrisie du pouvoir qu'elles soutenaient sont clairement dénoncées, parce que c'est la réalité de la période couverte. Mais le parti adverse n'est pas épargné non plus. Le narrateur montre, avec une sorte de fatalisme et de colère contenue, comment l'histoire se répète : des rébellions surviennent, qui disent vouloir mettre fin aux turpitudes du régime en place, promettent un « avenir radieux », et finalement, nous dit-il, c'est toujours le même « bordel » : « Oui, avant la Seleka, il y a eu plusieurs rébellions, affichant des motifs et revendications qui reprochaient au pouvoir en place de ne pas tenir ses engagements, de piller l'Etat... A chaque coup d'Etat, le prétexte avancé était de rompre avec ce qui se passait avant, et à chaque fois, on a eu la répétition des mêmes travers. Lorsque la Seleka est arrivée, pas mal de gens étaient presque contents de voir le président Bozizé débarqué. Malheureusement, au lieu d'apporter un changement, la Seleka s'est



montrée encore pire. J'ai cherché quel mot utiliser pour qualifier la situation : je n'ai pas trouvé mieux que "bordel".»

La question religieuse, faux prétexte

Un élément très présent dans le récit est l'opposition entre les musulmans, qui forment les gros bataillons des forces seleka, et les chrétiens majoritaires mais victimes des exactions et des pillages. Pour Didier Kassaï, il ne faut pas s'y tromper : « Je crois que la question religieuse n'est qu'un prétexte parce qu'auparavant, il n'y avait aucun problème entre chrétiens et musulmans ; moi-même je suis chrétien, j'ai épousé une musulmane et je me suis toujours bien entendu avec ma belle-famille. C'est juste un prétexte pour entraîner des gens dans les pillages et commettre des forfaits. Quand la Seleka est arrivée au

pouvoir, il y avait de chrétiens et des musulmans dans la rébellion, mais ceux qui détenaient réellement ce pouvoir, c'était des musulmans : chefs militaires, principaux ministres... » Pour lui, le problème est ailleurs : « Si cette crise était une crise interne à la Centrafrique, elle ne serait pas arrivée à ce niveau-là. En fait il y a eu une intervention des anciens combattants des rébellions du Tchad et du Soudan, pour "se faire du blé", et qui a empiré la situation. Par exemple un chef militaire soudanais s'est assuré le contrôle de la route qui va de Bangui au Cameroun, principal axe commercial, et il s'est mis à lever une taxe ; il y a aussi une force seleka, dirigée également par un Soudanais, qui a occupé une zone minière : ces gens-là ont intérêt à maintenir la crise et l'instabilité pour profiter de la situation. »

On pense ainsi spontanément aux « seigneurs de la guerre » ou aux « grandes compagnies » de la guerre de Cent Ans : on voit un pays où le droit n'existe plus, et où seule vaut la loi du plus fort, y compris au sein des milices d'un même camp. Et on ne peut que s'interroger sur la responsabilité de la France et du système post-colonial.

Aujourd'hui Didier Kassaï continue à vivre et dessiner à Bangui, avec deux à trois heures d'électricité par jour, des menaces des antibalaka parce qu'il est l'époux d'une musulmane et parce qu'il possède une moto qui attire les convoitises. Les armes sont partout, une grenade, dit-il, se vend deux cents francs CFA (vingt centimes), et plusieurs fois des hommes en armes habitant le quartier sont venus frapper à la porte la nuit pour menacer de jeter une grenade dans la maison. Mais il entend bien continuer à travailler et à témoigner, avec ses dessins, de la vie qui est celle du peuple de Bangui et la sienne. Souhaitons qu'il aille au bout, avec un album de la même qualité. ●

L'auteur se met en scène comme narrateur et personnage de son récit. Ainsi on reste au plus près de la réalité, rendue avec minutie par un dessin qui n'omet aucun détail, mais aussi au plus près du peuple, qui souffre et subit.